

Vauban et le Canada

Gilles Boileau

Volume 8, numéro 1, juin 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/11182ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)

1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boileau, G. (2002). Vauban et le Canada. *Histoire Québec*, 8(1), 31–34.

Vauban et le Canada

PAR GILLES BOILEAU

On parle bien peu de Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707) dans l'histoire du Canada. Tout au plus certains savent-ils que la forteresse de Louisbourg a été conçue et érigée selon des principes imaginés et mis de l'avant par cet ingénieur qui fut nommé Commissaire général des fortifications en 1678 par Louis XIV, avant de recevoir le bâton de maréchal de France en 1703.

Vauban était aussi architecte, économiste, politique, philosophe et épistolier. Né à Saint-Léger, dans le Nivernais, il passa près de 60 ans de sa vie au service du roi de France qui voyait en lui un ami fidèle et un sage conseiller.

Prodigieux ingénieur et grand stratège militaire, Vauban parcourut la France dans tous les sens soit pour y mener des campagnes armées, pour y ériger des fortifications, surveiller des travaux ou procéder à des relevés de tous genres.

Profondément réformateur, Vauban s'intéressa activement à l'administration de la France. Les quelques réflexions que nous vous proposons dans les pages qui suivent en sont la preuve. Homme d'un grand humanisme, il fut l'un des rares catholiques à avoir le cran de s'opposer au roi lors de la révocation de l'Édit de Nantes. Également homme de justice, il proposa à la Cour d'abolir les multiples impôts qui étouffaient le petit peuple pour leur substituer un impôt unique, égal au dixième du revenu. C'était la dîme.

C'est à compter de ce jour cependant, parce qu'il avait voulu combattre les privilèges, qu'il entra en disgrâce. Avec le temps, ses idées firent leur chemin. Quand viendra la Révolution, en 1789, la nuit du 4 août sera celle de l'abolition des privilèges. Vauban aura eu raison.

Déjà, en 1699, les notes qu'il avait adressées au ministre responsable des Colonies montrent qu'il était un visionnaire.

Si le roi l'eût écouté, le sort du Canada en aurait peut-être été changé...

De l'urgence de désauvagner le Canada

C'est en 1699 surtout que le maréchal Vau-

ban a fait connaître les grandes lignes de sa politique coloniale. Une série d'échanges entre Vauban lui-même et son grand patron Maurepas, contrôleur général et ministre de la Marine, nous permet de prendre connaissance des idées du maréchal, des objectifs qu'il souhaitait poursuivre et des moyens qu'il suggérait pour arriver à ses fins.

Comme le souligne Madame Louise Dechêne dans un document où elle présente et commente *La correspondance de Vauban relative au Canada* (Ministère des Affaires culturelles, 1968), l'image que se



Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707). Tableau d'Angers

faisait Vauban du Canada n'était guère différente de celle de ses contemporains. Pour lui, le Canada était toujours habité «*par des nations exécrables qui vivaient en bête et ne connaissaient point de Dieu*». D'où l'impérative tâche de les «*désauvager*».

La correspondance échangée entre Vauban et Maurepas n'est guère abondante mais demeure quand même suffisante pour découvrir le Canada que souhaitait Vauban, un Canada qui concourrait à la grandeur du roi et de la France.

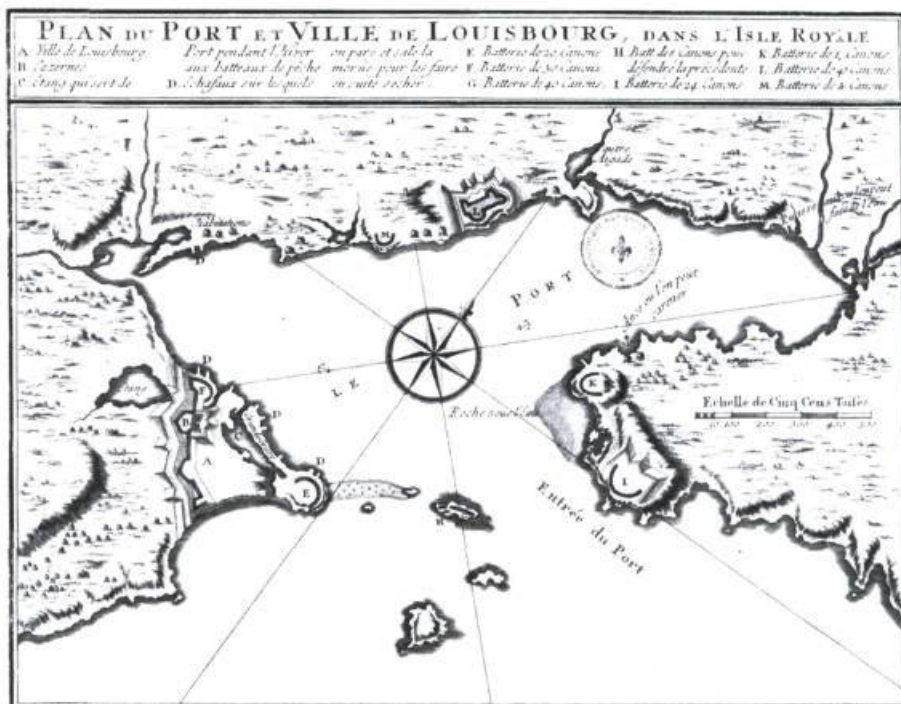
Vauban lui-même considérait le regroupement de ces textes significatifs comme *Le Moyen de rétablir nos colonies*. C'est dans les Papiers Vauban, conservés aux Archives de la Marine, que l'on peut prendre connaissance d'une première communication adressée à Maurepas. C'est de la citadelle de Lille où il réside en tant que gouverneur de cette ville que Vauban adresse une première communication à Maurepas, en date du 7 janvier 1699. Il est aussi Commissaire général des fortifications du Royaume.

L'ADRESSE DE VAUBAN À MAUREPAS

Après avoir déploré que Feu Mr Colbert ait contribué à l'affaiblissement des colonies des Antilles et en particulier à celle de Saint-Domingue par «*un impost qu'il y fit mal à propos*», Vauban affirme avec conviction que «*celles [les colonies] du Canada ne sont pas à négliger*».

Vauban exprime d'abord des regrets et une grande déception de voir que la population canadienne n'a guère augmenté en 160 ans. «*C'est une grande honte entre nous, dit-il, qu'après 160 ans d'établissement de cette colonie qui devrait avoir produit plus de quinze cents mille âmes depuis ce temps (...) soit encore dans l'enfance et qu'elle ne puisse subsister par elle-même et sans le secours de la vieille France*».

La déception de Vauban est d'autant plus grande qu'il est conscient de la grande richesse de cette colonie canadienne. Compte tenu du «*du bon air et de la fertilité de la terre*», on aurait pu bâtir au Canada, dans des positions stratégiques, «*quantité de belles villes bien situées pour le commerce*». Cette courte réflexion de la part de Vauban en dit long sur ses préoccupations: le commerce et la défense du pays.



Plan de Louisbourg et de sa forteresse.
BNQ, Carte de Jomaennischen Erben, Nurnburg, 1756

Une politique de peuplement

Vauban voit loin. Il ne se contente pas de déplorer la situation. Au contraire, il propose au ministre toute une série de moyens susceptibles de conférer à la colonie encore jeune une partie de l'importance qu'elle aurait dû revêtir depuis longtemps déjà. Il faut d'abord «*pouvoir peupler commodément le pays (...) et défricher la terre*». Cinq ou six bataillons suffiraient sans doute à la tâche à la condition que l'on fournisse à ces hommes les outils nécessaires, et qu'ils soient accompagnés de charpentiers, de maçons, de maréchaux, de menuisiers et de serruriers en nombre suffisant.

Dans ces conditions il serait bon alors de prévenir un an ou deux auparavant les soldats choisis pour partir en Amérique et qu'on leur permette alors de se marier avant d'entreprendre la grande traversée. Une fois établis en Canada, on pourvoirait à leur subsistance pendant au moins la première année, et même «*jusqu'à ce qu'ils puissent se soutenir dans leur grande culture*».

Vauban trace un programme précis à ces soldats défricheurs et établit même les priorités: choisir des lieux avantageux, bien se «*huter*» pour l'hiver, doter son retranchement d'une palissade, faire des jar-

dins potagers. Une fois ces conditions remplies, il faudra s'attaquer aux grandes cultures (le blé avant tout) et aménager des prairies «*jusques à ce qu'il y eut de quoy les nourrir amplement*».

Viendra par la suite le temps des constructions essentielles. La liste est longue. Nous l'avons dit, Vauban voit grand... On bâtira des moulins et des scieries, des émouloirs et des huileries, des battoirs à chanvre, des fours à chaux et des briqueteries. Il faudra aussi des ponts sur les rivières et des chemins. En un mot, tout ce qu'il faut pour «*désauvager le pays et le rendre praticable*».

Pour atteindre un tel objectif et réaliser son programme, Vauban imagine pour ceux qui auraient accepté de s'attaquer à un tel défi toute une série d'avantages étonnants. Ainsi, en plus de pouvoir se marier, on donnera «*le pain et la paye à leurs femmes pour un certain temps*». Ce qui jusque là n'avait pas été dans les habitudes. Vauban souhaitait pourvoir les hommes de tous les bataillons de logements gratuits, leur donner volailles et bétail, mais surtout «*leur procurer des terres autant qu'ils en pourraient cultiver par leurs mains*». Puis, après cinq ans, ce serait le retour en France avec possibilité cependant de demeurer en

Canada sur les terres défrichées, avec «*continuation de paye pour cinq ans afin qu'ils se puissent meubler*».

Toute une politique de conquête du territoire et d'occupation de l'espace était prévue dans les vues de Vauban. Une fois qu'un poste (ou une peuplade) aurait atteint le nombre de 100 ou 200 feux, il faudrait songer à pousser plus loin les défrichements et recommencer de façon à étendre le peuplement. Ces «*peuplades*» ne devraient pas être séparées par plus de 10 lieues. Ces points de peuplement – ou villages – devaient obligatoirement être fermés, c'est-à-dire ceints d'un rempart afin d'assurer la sécurité des hommes et des femmes.

En s'attaquant de cette façon à la conquête de l'espace, Vauban croyait pouvoir peupler assez rapidement le territoire. La stratégie à laquelle il songeait pour peupler le pays était aussi simple qu'illusoire. Ainsi il comptait envoyer au Canada, chaque année, six bataillons complets qu'il relèverait tous les cinq ans en souhaitant qu'au moins 2 000 de ces hommes acceptent librement de demeurer dans la colonie. Si une telle quantité d'hommes acceptait de



Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain et de Maurepas

se conformer à cette douce contrainte, et que tous ces hommes soient mariés, et en ajoutant à l'accroissement naturel de ces couples «*la production des vieux habitants du pays*»... la population du Canada pourrait dépasser les 100 000 hommes et fem-

mes au bout de 25 ans... répartis dans «*de bonnes villes bien basties*». Bien menée, cette politique de peuplement ne pourrait que servir tant le Royaume que la colonie comme l'écrivait Vauban lui-même : «*Il en seroit ainsy des Colonies bien entretenues et conservées si on n'en permettait point de dissipation mal a propos sans que le Vieux Royaume souffrit diminution sensible de ses peuples parce que tout cela ne feroit autre chose qu'une semence d'hommes bien cultivée qui se multiplieroit comme le bled semé en bonne terre*».

Des trésors à découvrir

Vauban sombrait dans l'euphorie la plus totale. Dans son *Mémoire* à Maurepas, il parlait des «*trésors*» qu'on ne manquerait certainement pas de découvrir dans ces nouvelles terres, il voyait partout des bois pour bâtir maisons et navires, d'abondantes récoltes de grains et de chanvre, une pêche sans limite, enfin tout ce qu'il fallait pour «*traverser nos voisins [c'est-à-dire les Anglais] dans leur commerce*».

Bien entendu, Vauban n'oubliait pas que son domaine était celui de la sécurité et des fortifications. Aussi soulignait-il dans son adresse au ministre de la Marine et des Colonies qu'un excellent moyen de s'«*assurer la fidélité des colonies*» serait de bâtir des *Châteaux et Citadelles dans les Villes à mesure qu'elles deviendront puissantes*» tout en veillant à dresser le cadastre des terres au fur et à mesure qu'avanceront les cultures.

Vauban est un homme sage et habile. Pour arriver à ses fins, il ne ménage pas les courbettes et sait se montrer bon vassal, voire même excellent thuriféraire. Son éloge du ministre est à méditer : «*Or Vous Monsieur, qui êtes jeune et qui avez nombre d'années à courir devant les mains, songez un peu au plaisir et à l'honneur que cela vous ferait si vous deveniez le fondateur de l'un des plus grands royaumes du monde comme le deviendrait sans doute celui-là, car il est situé à merveille pour cela*».

Le clergé et les compagnies

Vauban est clairvoyant et comprend que déjà des réformes sont nécessaires dans la politique coloniale. Sans jamais être venu

en Nouvelle-France, mais très bien informé de la situation, il décèle très tôt l'influence douteuse de l'Église et la malveillance des Compagnies. Il le dit à Maurepas en des termes qui ne laissent aucune place au doute. Il écrit que le Canada est «*gasté*» par la quantité de moines qu'on y a établis, «*gâsté*» étant ici synonyme de «*pourri*». Face à ce constat, il suggérait de ne pas envoyer au pays d'autres membres du clergé, c'est-à-dire, comme il l'écrivait, de ne plus en augmenter le nombre.

Deuxième constatation faite par Vauban: les malversations du Conseil souverain qui soumettait la population dans de nombreux secteurs de ses activités à de longues et inutiles tracasseries administratives. En outre, il était urgent de «*tirer cette colonie de la tyrannie des Compagnies*». Vauban reconnaissait que les puissantes compagnies de commerce sévissant en Nouvelle-France étaient composées d'«*honnêtes gens en vérité*», mais qui faisaient passer leurs intérêts personnels largement avant ceux des colonies elles-mêmes et ceux du Roy.

Nous savons que sa franchise et son honnêteté nuiront à la Vauban, surtout en fin de carrière. Contrairement à d'autres grands commis de l'État, il n'avait pas l'âme vénale. Il parlait franc et net. Il fustigea avec ardeur les méfaits de la traite des pelleteries. Le commerce des fourrures, selon lui, engendrait de nombreux effets pervers. Non seulement beaucoup de monde se «*dissipait*» dans les bois mais encore dénonçait-il ceux qui «*bestialisent comme les Sauvages avec qui ils s'acoquent et deviennent comme eux*».

En raison de sa formation et de ses fonctions – il était ingénieur et chef militaire – Vauban ne put s'empêcher de signaler «*un autre défaut très grand*»: il n'y avait pas encore une seule «*place fermée*» dans toute la Nouvelle-France, c'est-à-dire ni citadelle, ni fortification véritable. Louisbourg ne viendra qu'en 1719.

LA RÉPONSE DE MAUREPAS À VAUBAN

Dès le 21 janvier suivant, Maurepas adressait ses commentaires à Vauban dans une communication en provenance de Versailles. En bon patron et surtout en grand seigneur, Maurepas s'emploie d'abord à

dire à Vauban tout le plaisir qu'il à lire ses lettres et combien il est toujours heureux de profiter de ses lumières. Tout en déclarant à Vauban qu'il le regarde toujours avec raison comme son maître, il lui rappelle discrètement mais fermement que c'est à lui qu'incombent les décisions finales. Vauban a dû très bien comprendre ce que Maurepas voulait dire quand il lui a écrit...

«Comme je suis plus instruit dans ces matières que sur celles dont vous avez quelque fois pris la peine de m'écrire, je crois que vous ne trouverez pas mauvais que je réponde plus précisément aux principes que vous établissez...»

Après ce rappel aussi ferme qu'éléphant, Maurepas sert un premier camouflet à Vauban en rejetant sans la moindre hésitation la politique de peuplement suggérée. Tout en reconnaissant que le Canada n'était pas peuplé comme il aurait dû l'être et avoir déclaré poliment qu'il souhaiterait de tout son cœur pouvoir trouver les moyens sûrs et faciles *«de tirer cette colonie de l'enfance où elle est depuis plus de 160 ans»*, le ministre affirme que faire passer en Canada cinq ou six bataillons par année *«pourrait avoir son utilité»* mais qu'en vérité les inconvénients seraient encore plus grands.

Par contre, Maurepas ne se gêne pas pour accuser l'ancien gouverneur Denonville d'être le responsable de ce retard... *«Mr Denonville (...) est celui de tous les gouverneurs qui a le plus contribué à en empêcher l'agrandissement par sa mauvaise conduite»*. *«Ceci s'il vous plaît entre nous»* ajoute Maurepas, entre parenthèses dans la lettre originale.

Au total, une telle politique entraînerait de trop lourdes dépenses, pense Maurepas. C'est la première raison de son refus. Mais il y en a une autre tout aussi sérieuse: *«Il est à présumer que ces soldats passeraient dans ce pays contre leur gré et que (...) ils deviendraient absolument inutiles à la colonie; ainsi loin de s'occuper à défricher les terres, à planter et à bâtir, ils ne serviraient qu'à consommer les vivres, à débaucher les habitants, et à répandre le désordre partout sans qu'il fut possible de les empêcher»*.

Les idées de Vauban déplaisent à Maurepas

Par ailleurs, Maurepas trouve presque absurde l'idée de Vauban de vouloir édifier des «peuplades» de 100 ou 200 feux qu'il faudrait par la suite fortifier. Il va même jusqu'à penser que tous ces soldats, une fois mariés et établis au Canada, se trouveraient à priver la France d'un grand nombre de sujets au moment où le pays est lui-même dépeuplé en raison de la guerre, des disettes et du départ des huguenots.

Tout ce que désire Maurepas, en vérité, c'est que le Canada fournisse à la France *«des bois propres à bâtir des maisons et à construire des vaisseaux»*. Il ne lui demande pas des hommes, ce qui explique son indifférence face aux suggestions de peuplement émises par Vauban. Maurepas se sent obligé, parfois, de reconnaître que Vauban a de bonnes idées, comme celle d'ériger châteaux et citadelles... *«utiles à se défendre contre les ennemis, mais à qui en donneriez-vous la garde?»*. Pas à des Canadiens. Le jugement qu'il porte en effet sur les Canadiens est peu flatteur et sans appel...

«On ne doit pas regarder les Canadiens sur le même pied que nous regardons ici les Français, c'est tout un autre esprit, d'autres manières, d'autres sentiments, un amour de la liberté et de l'indépendance, et une férocité insurmontable contractée par la fréquentation continuelle qu'ils ont avec les Sauvages».

Pour ce qui est du trop grand nombre de prêtres, Maurepas partage l'avis de Vauban. Il le dit clairement: *«Je ne suis pas plus porté que vous en faveur des moines, et je les crois plus à charge qu'utiles dans tous les endroits où ils sont»*. Dans tous les coins du Canada où il y a des prêtres et un évêque établi... *«ce sont des désordres et des brouilleries continuelles»*.

Maurepas réserve son jugement quant à la pertinence de supprimer le Conseil souverain puisque, selon lui, il est constitué d'anciens habitants et des «principaux du pays». Il s'agit donc d'une «caste» à laquelle on ne touchera pas. Même chose pour les compagnies qui privent les habitants du pays d'une partie des fruits du commerce, mais *«comment trouver les moyens d'y engager les habitants»* se de-

mande Maurepas, sans compter que ce sont les compagnies qui ont les fonds nécessaires à la chose. *«Ceux qui prennent le risque de souffrir les pertes doivent aussi en retirer les profits»*. C'était la morale de l'époque, tout autant celle de Maurepas que celle du Roy. Trois cents ans plus tard, ces mêmes principes ont toujours cours.

Tenir les colonies sous la dépendance

Joli pharisien que ce Maurepas! *«À l'égard de la traite des pelleteries, il est certain que l'on ne devrait point s'empresser autant que l'on fait...»* écrit-il, mais il s'empressait d'ajouter que la demande de peaux et de fourrures est forte en France et que l'on ne peut se permettre de la contrarier. Surtout il faut éviter d'être obligés d'acheter ces marchandises des Anglais et des Hollandais. Vaut mieux les avoir de première main, c'est moins cher. Et aussi quel plaisir de voir sur toutes les mers du monde tous ces vaisseaux qui disent la gloire du Roy de France!

Dans l'un des derniers paragraphes de sa réponse à la communication de Vauban, Maurepas s'ouvre le cœur et proclame le principe de base qui soutient sa politique à l'égard des colonies... Il écrit: *«Il me paraît cependant que ce serait manquer dans le principe que de mettre nos colonies en état de se passer absolument de nous, quand même nous serions en pouvoir de le faire, et je crois au contraire que l'on doit toujours s'appliquer à les tenir dans la dépendance par les secours qu'elles sont obligées de tirer de la France»*.

Après avoir repoussé presque toutes les idées de Vauban, Maurepas pousse l'outrecuidance jusqu'à lui dire qu'il a trouvé ces suggestions *«très judicieuses»*. Il ajoute même avoir fait ces réflexions uniquement *«dans le dessein de m'attirer une réplique qui achève de me convaincre sur les vues que vous me donnez...»*.

J'ai acheté un jour – il y a fort longtemps de cela – un disque de Léo Ferré. On y trouve une chanson intitulée *«Merde à Vauban»*. Si je ne savais qu'elle a été écrite par Pierre Seghers, j'aurais pu croire que Maurepas en eût été l'auteur. ■